

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2007



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU NIGER AU TITRE DE L'ANNEE 2007

DECEMBRE 2008

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	3
<u>INTRODUCTION</u>	5
<u>I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS</u>	8
1.1. Evolution de la balance commerciale	9
1.1.1. <i>Exportations de biens</i>	10
1.1.2. <i>Exportations par principaux produits</i>	10
1.1.3. <i>Importations</i>	15
1.2. Balance des services	18
1.2.1. <i>Transports</i>	18
1.2.2. <i>Voyages</i>	19
1.2.3. <i>Autres services</i>	19
1.3. Revenus nets.....	20
1.4. Transferts courants.....	20
<u>II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	21
2.1. Compte de capital.....	21
2.2. Balance des opérations financières.....	22
2.3. Financements exceptionnels.....	23
<u>III. EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES</u>	24
3.1. Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	24
3.2. Avoirs et engagements extérieurs des banques et autres institutions monétaires.....	25
<u>IV. POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2007</u>	25
<u>V. TABLEAU DE CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	26
<u>CONCLUSION</u>	29
<u>ANNEXES</u>	30

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles, pour les besoins internes de la BCEAO et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur chargé des Finances Extérieures ou son représentant, du Directeur chargé des Affaires Monétaires et Bancaires ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Directeur chargé du Commerce Extérieur ou son représentant, du Trésorier Payeur Général ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette extérieure ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur chargé de la Statistique ou son représentant et du Directeur National de la BCEAO ou son représentant. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leur compétence et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements du FMI, parue en 1993. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la

note en annexe 11. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure, etc) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par le Ministère des Mines et de l'Énergie ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK et SML) et pétrolière (SONIDEP) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil National des Utilisateurs des Transports (CNUT), de l'Association Nigérienne de Promotion des Exportations (ANIPEX), de la Cellule d'Analyse en Prospective Economique (CAPED), du PNUD, etc.
- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Niger (CCAIAN)
- des statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2007¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des différentes balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir des insuffisances liées pour la plupart au manque d'organisation des filières agropastorales et à la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'information sur cette publication, le lecteur est prié d'adresser sa requête, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le franc CFA.

INTRODUCTION

L'activité économique internationale est demeurée vigoureuse en 2007, en dépit du niveau élevé des cours mondiaux du pétrole. En effet, le rythme de la croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,0% contre 5,1% en 2006. Cette performance de l'économie mondiale résulte du dynamisme impulsé par la Chine, l'Inde et la Russie et du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et en Europe. En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est établie à 6,9% en 2007 contre 6,6% en 2006, en liaison notamment avec la hausse des prix des matières premières et du pétrole brut. Malgré le dynamisme de l'environnement économique international et régional, l'activité économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) s'est ressentie des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2007/2008. En outre, les déséquilibres induits par le renchérissement des prix du pétrole ont aggravé les difficultés des économies de l'Union. Dans ce contexte, le produit intérieur brut a progressé de 3,3% contre 3,1% un an plus tôt. L'inflation est cependant restée modérée avec un taux moyen annuel de 2,4% en 2007 contre 2,3% en 2006. Cette évolution du niveau général des prix à la consommation est due à l'augmentation des prix de quelques produits alimentaires importés et à l'impact de la hausse des cours du pétrole, dont le baril a frôlé, à plusieurs reprises, la barre de cent dollars, au cours du dernier trimestre de l'année.

Au plan national, l'activité économique a été marquée par une décélération du rythme de la croissance, en liaison avec les performances moyennes du secteur agricole et la tendance baissière notée dans le compartiment minier. Toutefois, la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, le dynamisme de la production industrielle et des activités commerciales et de recherches minières, la promotion des cultures vivrières irriguées et d'exportation ainsi que l'extension des réseaux routier et électrique ont permis de maintenir le sentier de croissance en volume au taux de 3,3% contre 5,8% un an plus tôt.

Sur le plan des finances publiques, l'exécution du budget de l'Etat au cours de l'année 2007 s'est ressentie de la mise en œuvre des mesures prévues dans le programme triennal 2005-2007 soutenu par la FRPC, de la révision de la politique minière du Gouvernement, de la poursuite de la libéralisation du secteur des télécommunications ainsi que de la gestion du problème d'insécurité dans le nord du pays. Les statistiques à fin décembre indiquent des recettes budgétaires totales de 309,0 milliards, en progression de 24,9% par rapport à l'année 2006. Cette performance des régies financières est imputable aux effets induits de l'élargissement fiscal et au déploiement de moyens humains et matériels importants pour enrayer la fraude et l'incivisme fiscal d'une part, et d'autre part, à l'institution de nouvelles taxes dans la loi de finances 2007 ainsi qu'à l'entrée des recettes exceptionnelles provenant de la cession de permis miniers. S'agissant des dépenses, elles ont porté sur 446,5 milliards, soit une augmentation de 18,6% par rapport 2006. Il en résulte une détérioration de 8,2 milliards du déficit global, base engagement, qui atteint 137,5 milliards en 2007. En tenant compte d'une réduction des arriérés de paiement intérieurs de 14,8 milliards et des fonds en route de 6,4 milliards, le déficit, base caisse, s'est établi à 145,9 milliards en 2007. Le financement de ce déficit a été assuré par des ressources extérieures, qui se sont situées à 170,2 milliards, en baisse de 2,0% par rapport à 2006. Les décaissements au titre du budget portent sur 50,6 milliards, dont 27,6 milliards de subventions et 23,0 milliards de ressources d'emprunt. S'agissant des appuis projets, ils se sont établis à 91,0 milliards pour les aides non remboursables et 28,6 milliards pour les emprunts.

Au plan de la monnaie et du crédit, l'évolution des agrégats monétaires au cours de l'année 2007 indique une consolidation des avoirs extérieurs nets, une baisse des crédits intérieurs et une augmentation de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont progressé de 69,6 milliards entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, portés par le raffermissement des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Emission de 72,8 milliards qui a plus que couvert la dégradation de la position extérieure nette des banques de 3,2 milliards. A fin décembre 2007, l'encours des crédits intérieurs affiche une contraction de 9,6 milliards par rapport à décembre 2006, résultant d'une amélioration de la PNG de 41,9 milliards et d'une augmentation des crédits à l'économie de 32,3 milliards. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 23,2%, en liaison essentiellement avec la consolidation des dépôts en banque (+43,5%), la circulation fiduciaire étant restée quasiment stable (+0,3%).

Dans le contexte décrit ci-dessus, la balance des paiements du Niger a enregistré un excédent de 68,4 milliards en 2006 contre un excédent de 87,3 milliards l'année précédente. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des sept dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements

(Montants en millions de FCFA)¹

Année	Soldes
2000	22.734
2001	32.731
2002	-13.420
2003	-33.379
2003 ajustée	42.471
2004	-10.305
2005	12.400
2006	87.283
2007	68.351

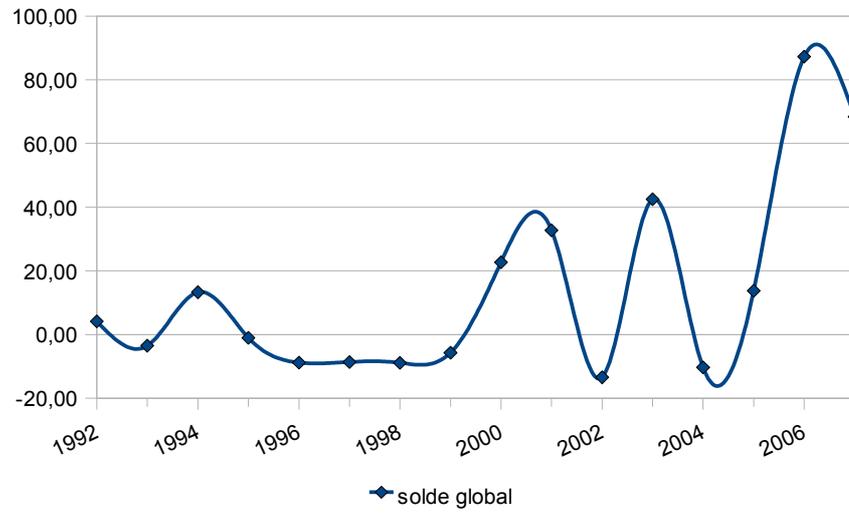
Source : BCEAO

Pour la troisième année consécutive, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire, avec toutefois une légère diminution comparé à 2006.

L'évolution à long terme du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs exogènes internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, mais aussi externes, liés à l'environnement international, qu'il s'agisse de la hausse des prix du pétrole sur le marché international ou des appuis financiers extérieurs.

¹Dans tout le document, le point (.) est utilisé comme séparateur de milliers.

Grafiqne 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 1992 et 2007



Les développements ci-après donnent une description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2006 et 2007.

I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2007 sont présentés en annexes 1 et 2. Il ressort que le solde déficitaire de la balance courante s'est légèrement dégradé, en passant de -164.045 millions en 2006 à -168.350 millions en 2007, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une détérioration des soldes des services et des revenus, partiellement compensée par une amélioration de la balance commerciale et celle des transferts courants.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est amélioré de 0,5 point de pourcentage pour ressortir à -8,3% en 2007 contre -8,8% en 2006. Celui du déficit courant, hors transferts officiels, enregistre une amélioration de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à -10,5% en 2007.

Tableau 2 : Evolution des balances intermédiaires entre 2003 et 2007

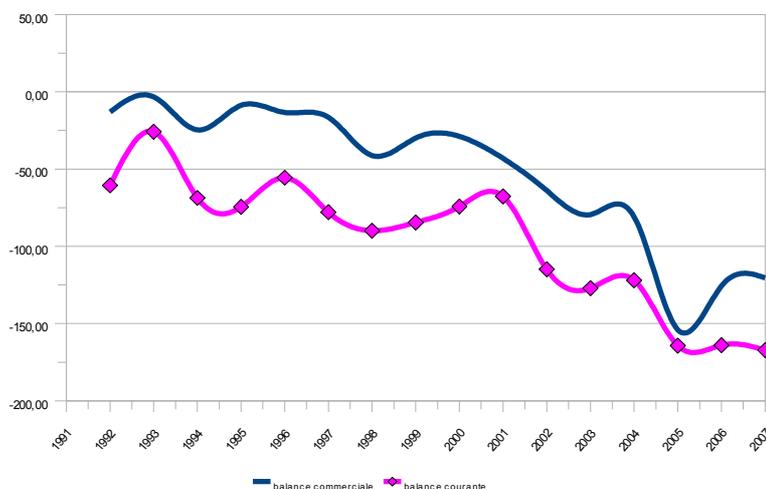
(montants en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Biens	-79.422	-80.840	-153.962	-125.668	-120.463
<i>dont : marchandises générales</i>	-72.890	-86.781	-185.514	-156.894	-150.859
Services Nets	-75.098	-89.187	-101.172	-124.432	-136.467
Revenus Nets	-15.186	-6.810	-5.012	634	-211
Transferts courants Nets	42.608	54.877	95.834	85.421	88.791
Balance des paiements courants (BPC)	-127.098	-121.960	-164.312	-164.045	-168.350
PIB nominal	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459	2.035.387
BPC / PIB	-8,6%	-8,0%	-9,4%	-8,8%	-8,3%
BPC, hors dons / PIB	-10,9%	-10,9%	-11,9%	-11,2%	-10,5%

Source : BCEAO

Sur une longue période, les soldes de la balance commerciale et de la balance des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-après.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance commerciale et de la balance courante

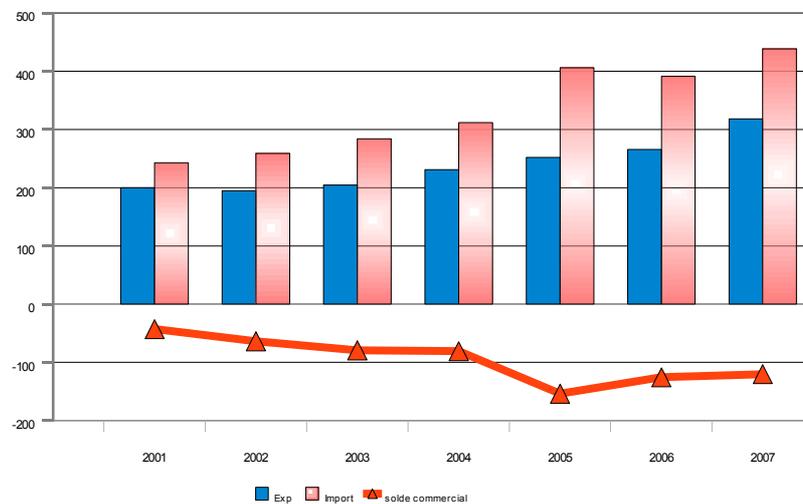


1.1. Evolution de la balance commerciale

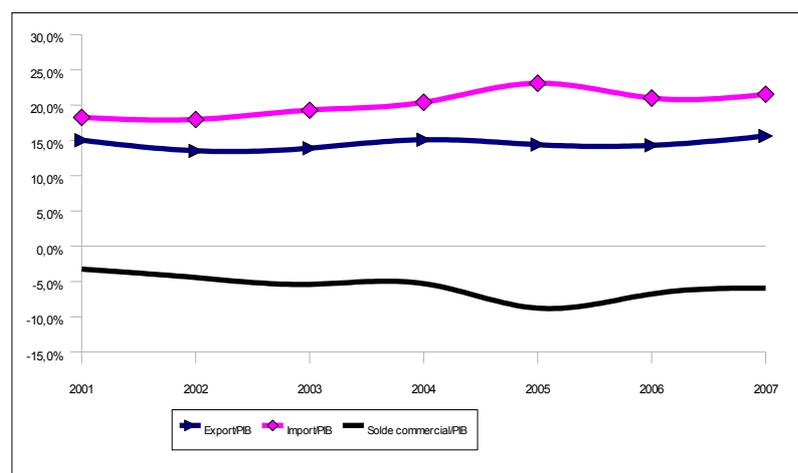
Après un cycle de dégradation observé entre 2001 et 2005, la balance commerciale affiche une amélioration de son solde pour la deuxième année consécutive. En effet, le déficit commercial est ressorti à 120.463 millions en 2007, contre 125.668 millions en 2006 et 153.962 millions en 2005. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, reflète la même tendance en passant de 6,7% en 2006 à 5,9% en 2007.

La baisse du déficit commercial entre 2006 et 2007 résulte d'une hausse des exportations (+52.283 millions ou +19,7%) plus importante que celle des importations (+47.078 millions ou +12,0%). Il en est ressorti un taux de couverture des importations FOB par les exportations de 72,5%, en hausse de 4,6 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2006. Les graphiques 3.1 et 3.2 ci-après présentent l'évolution récente de la balance commerciale.

Graphique 3.1 : Evolution des indicateurs de la balance commerciale entre 2001 et 2007



Graphique 3.2 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2001 et 2007



1.1.1. Exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 317.891 millions contre 265.608 millions en 2006, soit une hausse de 19,7% provenant de la rubrique des marchandises générales (+50.913 millions), notamment l'uranium, en liaison avec la revalorisation du prix contractuel, et, dans une moindre mesure, les produits agropastoraux. S'agissant du poste « autres biens », constitué notamment des achats de carburants par les compagnies aériennes étrangères en escale à l'Aéroport International Diori Hamani (AIDH) de Niamey et des expéditions d'or, il s'est également accru en ressortant à 36.737 millions contre 35.367 millions en 2006.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

(Montants en millions de F CFA)

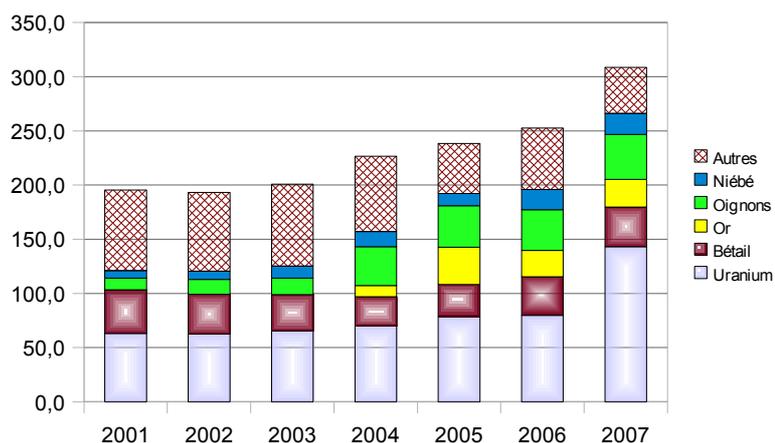
Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Marchandises générales	200.824	214.182	209.389	230.241	281.154
Autres biens	3.657	16.529	42511	35.367	36.737
<i>dont Biens exportés pour transformation</i>	-	-	-	-	-
<i>Réparations de biens</i>	9	7	7	-	-
<i>Avitaillement</i>	3.648	5.771	8.265	11.093	11.208
<i>Or non monétaire</i>	-	10.751	34.239	24.274	25.529
TOTAL DES EXPORTATIONS	204.481	230.711	251.900	265.608	317.891
PIB nominal	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459	2.035.387
Ratio des exportations / PIB	13,9%	15,1%	14,4%	14,3%	15,6%

Source : BCEAO

1.1.2. Exportations par principaux produits

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2001 est retracée à l'annexe 4 et dans le graphique 4 ci-après.

Graphique 4 : Evolution des exportations en valeur par principaux produits



1.1.2.1. Uranium

La production d'uranium est assurée par la société AREVA, à travers ses deux filiales installées au Niger, la Société des Mines de l'Aïr (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK)¹. Le volume de concentré d'uranium produit par ces deux sociétés s'est situé à

¹Dans un contexte de regain d'intérêt pour l'uranium, le Niger a vendu plusieurs permis miniers entre 2006 et

3.153,0 tonnes en 2007 contre 3.434,0 tonnes en 2006, soit une baisse de 8,2%, imputable à la faible teneur des gisements de la COMINAK. Toutefois, le volume des exportations a affiché une hausse de 8,1% pour ressortir à 3.415 tonnes en 2007 contre 3.160 tonnes en 2006, sous l'effet d'une forte croissance de la demande mondiale. La vigueur du marché de l'uranium reflète l'épuisement des stocks, le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire dans les pays industrialisés et l'envolée des cours du pétrole brut. Dans cet environnement favorable, le prix international du minerai continue sa remontée, amorcée depuis 2003. En 2007, il s'est fixé en moyenne à 100,1 dollars US la livre de l' U_3O_8 contre 49,3 dollars US la livre¹ en 2006, soit une hausse de 103,1%.

S'agissant de la fixation du prix du kilogramme d'uranium nigérien, par convention entre l'Etat et les partenaires miniers, elle s'est inscrite dans cette dynamique mondiale, comme l'indique le graphique 5 ci-après. En effet, ce prix est passé de 25.200 FCFA en 2006 à 40.000 FCFA en 2007, à la suite d'un accord signé le 1^{er} août 2007 entre le Gouvernement du Niger et le consortium français AREVA NC. Cet accord a également prévu l'enlèvement par la Société de Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN) d'une quantité de 300 tonnes d'uranium sur la production de 2007. C'est ainsi que les 3.415,0 tonnes ont été vendues aux principaux partenaires au prix de 40.000 FCFA le kilogramme, dont 100 tonnes à la SOPAMIN². Celle-ci a trouvé un accord de vente avec une société américaine (EXELON) au prix du marché spot. Au terme de cet accord, signé le 27 août 2007, le Gouvernement du Niger s'est engagé à livrer à EXELON 100 tonnes au cours de l'année 2007 et les 200 tonnes restantes au début de l'année 2008. En tenant compte de l'incidence de ce contrat, le prix moyen des ventes est ressorti à 41.891 FCFA le kilogramme.

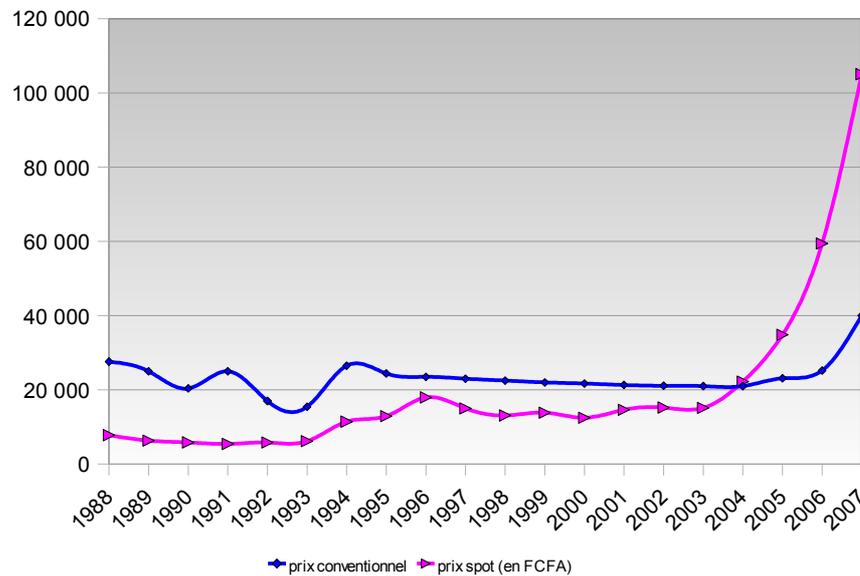
En liaison avec ces évolutions, la valeur des exportations d'uranium s'est établie à 143.058 millions contre 79.632 millions en 2006, soit une hausse de 63.426 millions ou 79,6%, reflétant essentiellement l'augmentation du prix (+66,9%).

2007 à des entreprises internationales chinoises, canadiennes, russes et indiennes, opérant dans le secteur. Ainsi, il est attendu à court terme un élargissement du champ des sociétés de production et d'exportation de ce minerai.

¹Les prix sont ceux de l'uranate U_3O_8 , publiés sur le site <http://www.uraniumminer.net/>. Quant au taux de conversion, la livre (lb) équivaut à 453,592 grammes.

²La commercialisation du reliquat prévu dans l'accord, soit 200 tonnes, a été différée à l'année 2008.

Graphique 5 : Evolution des prix du kilogramme d'uranium (en FCFA le kg) sur le marché spot entre 1988 et 2007



1.1.2.2. Or

L'or, traditionnellement analysé dans le poste « autres exportations », a fait l'objet d'une attention particulière en raison de son importance dans le total des exportations. Au titre de l'année 2007, l'exploitation aurifère s'est traduite par une amélioration de la production de la Société des Mines du Liptako (SML), après la panne de 2006 qui a induit un arrêt des machines de plus de deux mois. En effet, la quantité d'or produite et exportée par cette société a augmenté de 59,9% pour atteindre 2.432,3 kg en 2007. Toutefois, l'effet de cette augmentation a été atténué par une révision de la méthodologie d'évaluation du prix des ventes. En effet, des informations recueillies auprès du Ministère des Mines et de l'Energie indiquent que conformément aux accords de prêts signés entre cette société et ses partenaires financiers, environ 80% des ventes s'effectuent à un prix contractuel, qui se situe autour de 375 dollars/once contre 696,6 dollars/once sur le marché spot en 2007. Le prix moyen des ventes de la SML ressort ainsi à 7.104.700 FCFA/Kg au lieu de 10.736.000 FCFA/Kg sur le marché spot.

S'agissant de l'or issu de l'activité de l'orpaillage, les exportations sont estimées à 960,3 kg, en repli de 12,0%. Cette production est valorisée au prix du marché (en hausse de 5,8%), minoré de 20% pour tenir compte de la différence de teneur entre les deux qualités de minerai.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires global du secteur s'est établi à 25.529 millions de FCFA, en hausse de 4,9% par rapport à 2006.

1.1.2.3. Bétail

Selon les données du commerce extérieur, les quantités exportées de bétail se sont inscrites en baisse de 3,1% en 2007. Relativement aux prix, les statistiques publiées à fin décembre 2007 par le SIM-Bétail indiquent une hausse des prix moyens du bétail de l'ordre de 10%.

Il ressort ainsi un chiffre d'affaires de 37.847 millions contre 35.507 millions l'année précédente, soit une hausse de 6,6%.

1.1.2.4. Oignons

Les statistiques douanières à fin 2007 font ressortir un volume exporté de 80.205,8 tonnes. Ce volume a été majoré de 5% pour tenir compte des sorties non contrôlées, soit 84.216,1 tonnes, en hausse de 11,7% par rapport à 2006. Ce profil est en liaison avec la poursuite de la mise en valeur des surfaces irriguées, à travers le Projet de Promotion de l'Irrigation Phase II (PIP II) dans les zones de grande production.

S'agissant du prix à l'exportation, il est resté stable par rapport à 2006, en se situant à 500 FCFA/kg en 2007. Il a été estimé par majoration du prix moyen annuel observé sur les marchés intérieurs, pour prendre en compte les coûts liés à l'acheminement jusqu'à la frontière du pays et la marge bénéficiaire des opérateurs.

La valeur totale des exportations d'oignons ressort ainsi à 42.110 millions contre 37.701 millions l'année précédente, soit une hausse de 11,7%.

1.1.2.5. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles, en raison d'un important commerce informel sur ce produit, mais aussi de la fraude douanière. En outre, l'estimation du commerce non contrôlé sur ce produit est confrontée à l'absence d'informations sur la part consommée de la production nationale, en l'absence d'enquêtes régulières sur les habitudes de consommation des ménages. Au regard de ces difficultés, il est appliqué un coefficient de redressement, représentant 8% de la production de niébé de l'année écoulée, afin d'obtenir les exportations de l'année 2007. S'agissant de la production, elle est passée de 588.763 tonnes en 2006 à 715.473 tonnes en 2007. Les quantités exportées sont ainsi ressorties à 57.238 tonnes contre 52.749 tonnes en 2006.

En valeur, les exportations de niébé ont atteint 19.152 millions contre 18.462 millions en 2006.

1.1.2.6. Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de produits pétroliers, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 5 présente l'évolution des exportations de marchandises par principaux produits, telle qu'elle ressort des statistiques officielles, et des ajustements opérés. Il en ressort une hausse des exportations ajustées.

Quant au ratio du service de la dette brut sur les exportations, il est ressorti à 3,9%, en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à son niveau de 4,6% en 2006, en raison essentiellement de la hausse des exportations.

Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de marchandises générales*(Montants en millions de F CFA)*

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
1. Exportations totales ajustées	204.481	230.711	209.389	230.241	317.891
2. Service de la dette brut*	54.679	36.909	22.600	10.539	12.300
Service de la dette/Exportations Ajustées	26,7%	16,0%	10,8%	4,6%	3,9%

* Service de la dette extérieure = principal + intérêts

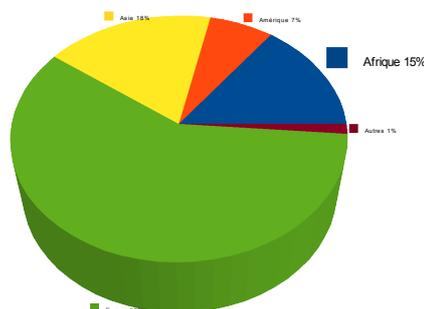
Le tableau 6 ci-après retrace les exportations de marchandises selon les pays de destination.

Tableau 6 : Destination des exportations non ajustées (commerce général) du Niger

Destination	2006	2007	2006	2007
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	87.151	127.959	51,1%	58,8%
Union Européenne dont :	70.216	109.216	41,2%	50,2%
. France	59.877	99.755	35,1%	45,8%
. Espagne	4.293	6.821	4,7%	3,1%
. Allemagne	1.484	286	0,9%	0,1%
Suisse	16.935	18.743	9,9%	8,6%
AFRIQUE	45.620	32.350	27,3%	14,9%
UEMOA dont :	11.176	7.393	6,6%	3,4%
. Bénin	3.283	1.256	1,9%	0,6%
. Burkina Faso	1.063	984	0,6%	0,5%
. Côte d'Ivoire	3.935	4.626	2,3%	2,1%
. Guinée Bissau	0	0	0,0%	0,0%
. Mali	170	147	0,1%	0,1%
. Sénégal	25	18	0,0%	0,0%
. Togo	2.700	363	1,6%	0,2%
Nigeria	25.412	19.406	14,9%	8,9%
Ghana	7.547	4.753	4,4%	2,2%
Autres	1.485	1.721	0,9%	0,8%
AMERIQUE	7.040	15.037	4,1%	6,9%
USA	5.782	13.044	3,4%	5,5%
Canada	220	357	0,1%	0,0%
Autres	1.038	1.636	0,6%	0,6%
ASIE dont	27.928	39.376	15,1%	18,1%
Japon	23.305	31.871	12,5%	14,7%
AUTRES PAYS	2.707	2.912	1,8%	1,3%
TOTAL	170.446	217.634	100,0%	100,0%

Source: Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO, données provisoires à fin octobre 2008, avec prise en compte des résultats de la réunion de réconciliation au niveau des pays de l'UEMOA.

L'analyse des données du tableau 6 fait ressortir une hausse des exportations à destination de l'Europe qui conforte sa position de premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 58,8% de ses ventes en 2007. Cette évolution reflète essentiellement la revalorisation du prix conventionnel de l'uranium en 2007 et le regain de dynamisme du secteur aurifère.

Graphique 6 : Répartition des exportations par zone géographique en 2007

L'effet prix sur les ventes d'uranium a également renforcé la position de l'Asie, qui passe ainsi en deuxième position devant l'Afrique. En effet, en ressortant à 39.376 millions, les exportations à destination de l'Asie, dominée par les expéditions d'uranium vers le Japon, enregistrent une hausse relative de 3,0 points de pourcentage.

Quant à l'Afrique, elle perd sa place de deuxième partenaire à l'exportation, avec un recul de 12,4 points de pourcentage à 14,9% en 2007. Cette situation reflète essentiellement la sous-estimation des exportations de produits agro-pastoraux par les données officielles. En effet, les flux non-contrôlés, qui portent principalement sur les produits du cru, constitue une part importante des ventes du Niger en direction de ses partenaires de la sous-région. Ainsi, la part du Nigeria, habituellement classé deuxième client après la France et principal débouché pour le bétail et le niébé, est passée de 14,9% à 8,9% entre 2006 et 2007.

Pour ce qui concerne les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des asymétries¹ relevées entre les différents pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 3,4% des exportations en 2007 contre 6,6% en 2006. Les produits exportés sont principalement les oignons et le bétail, notamment à destination de la Côte d'Ivoire et du Bénin. La crise ivoirienne, débutée en 2002, a toutefois engendré un détournement des exportations vers d'autres pays de la sous-région.

1.1.2. Importations

Le tableau 7 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 7 : Evolution des importations FOB de biens

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Marchandises générales	273.714	302.963	394.903	387.135	432.013
Biens importés pour transformation	-	-	-	-	-
Réparations de biens	626	432	497	406	342
Avitaillement	9.480	8.156	10.462	3.735	5.999
Or non monétaire	83	-	-	-	-
Total importations FOB de biens	283.903	311.551	405.862	391.276	438.354
PIB nominal	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459	2.035.387

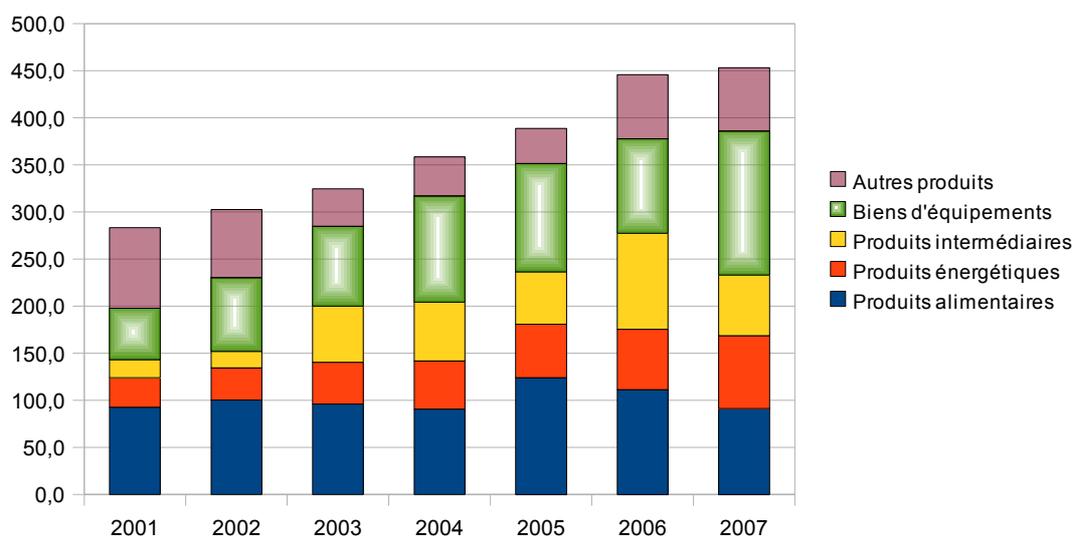
1 Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. La deuxième réunion de cette Cellule, tenue en octobre 2008, a permis de réconcilier les données de l'année 2007 qui ont été ensuite utilisées pour la confection de la balance des paiements 2007 de chaque pays membre de l'Union.

Importations FOB de biens / PIB	19,3%	20,4%	23,1%	21,0%	21,5%
--	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Source: Calculs effectués par la BCEAO à partir des données de l'INS et des résultats d'enquêtes.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 7 ci-après à partir des données de l'annexe 6.

Graphique 7 : Evolution des importations par grands groupes de produits



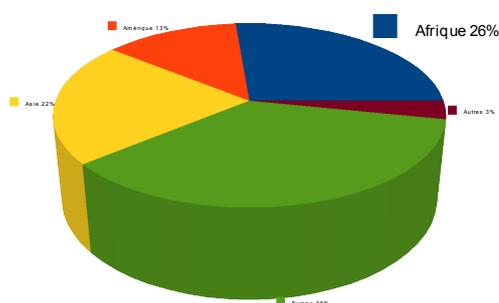
La décomposition de ces groupes de produits (annexe 7) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement constituent le groupe prédominant, avec 33,8% du total des achats à l'extérieur. Ce niveau traduit essentiellement l'intensification des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. S'agissant des importations des produits alimentaires, leur part a diminué de 4,8 points de pourcentage pour se situer à 20,1%, en liaison avec la baisse des approvisionnements en céréales, qui en constituent la principale composante. En effet, en 2007, le Niger a importé une quantité de 249 milliers de tonnes de céréales contre 260 milliers de tonnes en 2006, soit une baisse de 4,6%.

La ventilation des importations par pays d'origine, présentée dans le tableau 8 ci-après, fait apparaître une augmentation des importations en provenance de l'Europe contre une baisse de celles provenant des autres régions du monde.

Tableau 8 : Orientation géographique des importations sur la base des statistiques officielles

Pays de provenance	2006	2007	2006	2007
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	116.528	161.908	26,1%	35,8%
Union Européenne dont :	112.086	156.531	25,1%	34,6%
. France	67.574	84.933	15,2%	18,8%
. Royaume-Uni	5.263	17.131	1,2%	3,8%
. Allemagne	6.320	13.617	1,4%	3,0%
. Pays-Bas	8.283	10.866	1,9%	2,4%
. Espagne	1.771	2.839	0,4%	0,6%
. Italie	4.360	5.761	1,0%	1,3%
Autres pays d'Europe	4.442	5.377	1,0%	1,2%
AFRIQUE	123.953	119.054	27,8%	26,3%
UEMOA dont :	69.650	77.217	15,6%	17,1%
. Bénin	18.981	9.632	4,3%	2,1%
. Burkina Faso	4.145	7.932	0,9%	1,8%
. Côte d'Ivoire	30.097	36.417	6,8%	8,1%
. Guinée Bissau	0	0	0,0%	0,0%
. Mali	708	934	0,2%	0,2%
. Sénégal	2.931	3.985	0,7%	0,9%
. Togo	12.788	18.318	2,9%	4,1%
Nigéria	27.164	21.481	6,1%	4,7%
Ghana	7.646	6.457	1,7%	1,4%
Autres pays d'Afrique	19.493	19.716	4,5%	4,4%
AMERIQUE dont	63.706	58.576	14,3%	12,9%
USA	44.817	40.965	10,1%	9,1%
Canada	1.168	1.917	0,3%	0,4%
Autres	17.721	15.694	4,0%	3,4%
ASIE dont	123.893	98.178	27,8%	21,7%
Japon	16.919	21.757	3,8%	4,8%
Pakistan	8.526	8.824	1,9%	2,0%
Rép. Pop. Chine	55.740	31.404	12,5%	6,9%
Inde	20.595	14.425	4,6%	3,2%
Arabie Saoudite	711	477	0,2%	0,1%
Thaïlande	3.556	3.570	0,8%	0,8%
Autres	17.846	17.720	4,0%	2,5%
AUTRES PAYS	17.712	14.619	4,0%	3,2%
TOTAL	445.792	452.334	100,0%	100,0%

Source : INS, données provisoires à fin octobre 2008, avec prise en compte des résultats de la réunion de réconciliation au niveau des pays de l'UEMOA.

Graphique 8 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2007)

Les importations en provenance d'Europe, constituées de produits pharmaceutiques, de biens alimentaires comme le sucre et la farine, de machines et appareils mécaniques et de matériels de transport, sont ressorties à 161.908 millions, en hausse de 38,9% par rapport à 2006. La France demeure le premier pays partenaire du Niger, avec 18,8% des importations totales, en progression de 3,6 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

En revanche, le poids des produits asiatiques a diminué de 6,1 points de pourcentage pour ressortir à 21,7%. En effet, les importations en provenance de l'Asie ont diminué de 25.715 millions, en liaison avec le recul des achats de produits céréaliers et des acheminements de matériel et engins par les sociétés pétrolières chinoises, qui ont effectué l'essentiel de leurs acquisitions entre 2004 et 2005 lors de leur installation. Cette évolution relègue ainsi l'Asie au troisième rang après l'Afrique qui a fourni 26,3% des marchandises contre 27,8% en 2006.

S'agissant des pays de l'UEMOA¹, ils ont satisfait 17,1% de la demande nigérienne contre 15,6% un an plus tôt. Au sein de cet espace, la Côte d'Ivoire continue d'être le premier partenaire à l'importation, malgré la situation de crise qui prévaut dans ce pays. Ainsi, les importations en provenance de ce pays se sont accrues, passant de 30.097 millions à 36.417 millions entre 2006 et 2007.

1.2. Balance des services

Les services nets se sont dégradés de 12.035 millions entre 2006 et 2007. Cette situation est imputable aux évolutions du poste « transports », principalement le fret, et des postes « divers services aux entreprises » et « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ». Le poste « transports » est demeuré le plus important en raison de l'enclavement du pays et de l'augmentation continue des importations.

1.2.1. Transports

En liaison avec l'évolution du fret, le solde déficitaire des transports s'est dégradé, passant de 113.908 millions en 2006 à 125.808 millions en 2007, sous l'effet de l'accroissement du volume des importations. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont élevées à 118.528 millions, marquant une hausse de 9.772 millions par rapport à l'année 2006.

¹A l'instar des exportations, les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA ont été corrigées des asymétries relevées lors de la dernière réunion de la Cellule sous-régionale chargée de réconcilier les données du commerce extérieur au sein de l'Union, tenue à Dakar du 20 au 21 octobre 2008.

Tableau 9 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Transports	-75.341	-82.448	-108.036	-113.908	-125.808
- passagers	-9.382	-9.379	- 5.693	-5.434	-7.509
- Fret	-65.996	-73.164	-102.714	-108.756	-118.528
- Autres	37	517	371	282	229
Importations CAF de marchandises	-341.902	-375.654	-497.569	-496.326	-550.541
Fret/Importations. CAF	19,3%	19,5%	20,6%	21,9%	21,5%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » a enregistré une hausse de 26,9% pour atteindre un excédent de 5.626 millions en 2007, imputable à l'évolution du poste « voyage à titre professionnel ». L'évolution de ce poste, habituellement dominé par les dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers et autres, a été influencée par l'afflux d'opérateurs des secteurs minier et pétrolier en 2007.

Tableau 10 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Voyages	+3.085	+4.684	+ 6.763	+4.432	+5.626
- à titre professionnel	+2.257	+3.678	+ 5.389	+2.443	+2.800
- à titre personnel	+828	+1.006	+1.374	+1.989	+2.189

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

Le solde de ce poste est ressorti déficitaire de 16.285 millions en 2007 contre un déficit de 14.956 millions en 2006, soit une détérioration de 1.329 millions. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des règlements au profit de non-résidents au titre des services d'ingénierie en liaison avec l'installation de plusieurs entreprises dans les secteurs minier, pétrolier et de télécommunication. La ventilation du solde de ce poste suivant les rubriques de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements a permis de distinguer, pour l'année 2007, les services nets payés au titre des assurances, la communication et les divers services spécialisés requis par les entreprises nigériennes à l'extérieur. Le tableau 11 ci-après présente l'évolution détaillée de cette catégorie de services.

Tableau 11. Evolution des autres services

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
- Services d'assurance	-1.515	-2.579	-2.122	-3.226	-4.500
- Autres services aux entreprises	+1.663	-3.667	+1.338	-8.702	-9.379
- Services de communication	+6.776	+11.258	+5.099	+2.928	+1.495
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques	-6.045	-3.212	+311	+2.492	+2.587
- Divers	+ 2.324	-10.011	-4.416	-8.448	-6.488
Autres services	+3.203	-8.211	-210	-14.956	-16.285

Source : BCEAO

1.3. Revenus nets

Les revenus reçus et versés par le Niger au reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés et des revenus d'investissements ventilés en investissements directs, en intérêts dus au titre de la dette extérieure et en revenus divers émanant des investissements en capital.

Le solde des revenus a renoué avec le déficit, après le léger excédent enregistré en 2006. En effet, il s'est établi à -211 millions contre +634 millions en 2006 et -5.012 millions en 2005.

Tableau 12 : Evolution des revenus

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Total des revenus	-15.186	-6.810	-5.012	634	-211
dont revenus des salaires	6.995	7.184	9.709	14.120	14.564

Source : BCEAO

Le solde des revenus des investissements a enregistré une dégradation de 1.289 millions entre 2006 et 2007, en ressortant à -14.775 millions. Ce résultat est essentiellement imputable à la hausse de 3.914 millions des revenus des investissements directs, traduisant ainsi une hausse des paiements nets afférents aux engagements extérieurs. Les intérêts de la dette extérieure sont ressortis à 2.700 millions en 2007 contre 2.933 millions en 2006.

L'évolution des intérêts de la dette publique extérieure a fait ressortir un ratio sur le total des revenus d'investissements de 18,2% contre 21,7% en 2006.

Tableau 13 : Evolution des revenus nets des investissements

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Total des revenus des investissements	-22.181	-13.994	-14.721	-13.486	-14.775
. Revenus des investissements directs	-5.338	-5.151	-3.800	-6.704	-10.618
. Intérêts sur la dette extérieure	-16.079	-7.683	-8.000	-2.933	-2.700
. Autres revenus du capital	-764	-1.471	-596	-1.179	-1.457
Intérêts de la dette extérieure/ Total des revenus des investissements	72,5%	56,1%	54,3%	21,7%	18,2%

Source : BCEAO

1.4. Transferts courants

Le niveau des transferts courants enregistrés en 2007 est ressorti à 88.791 millions, affichant ainsi une augmentation de 3.370 millions ou 3,9% en valeur relative par rapport à 2006. Ce résultat traduit des hausses enregistrées au niveau des transferts publics et privés. En effet, les transferts publics se sont accrus de 928 millions, en liaison avec l'augmentation des aides budgétaires qui sont ressorties à 27.600 millions en 2007 contre 18.700 millions en 2006. S'agissant des aides en espèces et en nature, reçues par les organes officiels de l'Etat, en l'occurrence la Cellule Crise Alimentaire (CCA), elles sont évaluées à 17.181 millions en 2007¹. Quant aux transferts des autres secteurs, constitués essentiellement des envois de

¹Les transferts des institutions des Nations Unies, notamment le Programme Alimentaire Mondial (PAM), sont

fonds des travailleurs et des aides reçues par les ONG, ils sont ressortis à 14.833 millions en 2007 contre 11.419 millions en 2006.

Tableau 14 : Evolution des transferts courants

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
- Transferts courants des Adm. Publ.	32.867	38.644	58.403	43.853	44.781
- Transferts courants des autres secteurs	9.741	16.233	37.431	41.568	44.010
. dont envois de fonds des travailleurs	2.560	11.224	9.838	11.419	14.833
Total des transferts courants	42.608	54.877	95.834	85.421	88.791

Source : BCEAO

II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le solde du compte de capital et d'opérations financières, calculé selon l'optique BCEAO, s'est situé à 245.383 millions contre 260.730 millions en 2006, en régression de 15.347 millions. Cette évolution résulte d'une détérioration du compte de capital plus prononcée que l'amélioration de celui des opérations financières.

2.1. Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde global de ce compte s'est situé à 128.847 millions en 2007 contre 909.444 millions en 2006. Cette évolution traduit la baisse des remises de dettes, après le niveau record atteint en 2006 dans le cadre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), et la diminution du montant des cessions de permis miniers.

Toutefois, cette tendance a été atténuée par la hausse du montant des dons projets publics qui se sont situés à 94.438 millions en 2007 contre 77.282 millions en 2006.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
- Transferts de capital Adm. Publ.	51.334	197.671	95.475	871.988	94.438
. Remise de dette	11.500	150.889	18.200	794.513	0
. Autres transferts	39.420	46.500	77.103	77.282	94.349
- Transferts des autres secteurs	2.804	5.472	3.854	7.056	6.929
Total des transferts de capital	54.138	203.143	99.329	879.044	101.367
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-74	-	-	30.400	27.480
Total compte de capital	54.064	203.143	99.329	909.444	128.847

Source : BCEAO

classés dans les transferts publics.

2.2. Balance des opérations financières

S'agissant du solde du compte des opérations financières, il s'est situé à 116.536 millions contre -648.714 millions en 2006. Cette amélioration s'explique par le traitement de l'annulation IADM en 2006, et, dans une moindre mesure, par la hausse des investissements directs étrangers au Niger et les emprunts des entreprises résidentes auprès du système bancaire non-résident et d'entreprises non affiliées étrangères.

En effet, l'évolution favorable des « autres investissements » traduit principalement celle du poste « amortissements publics » qui a atteint un niveau record en 2006, en liaison avec le traitement de l'allègement de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative IADM. Elle a aussi été influencée par la hausse des emprunts des entreprises minières et de télécommunication.

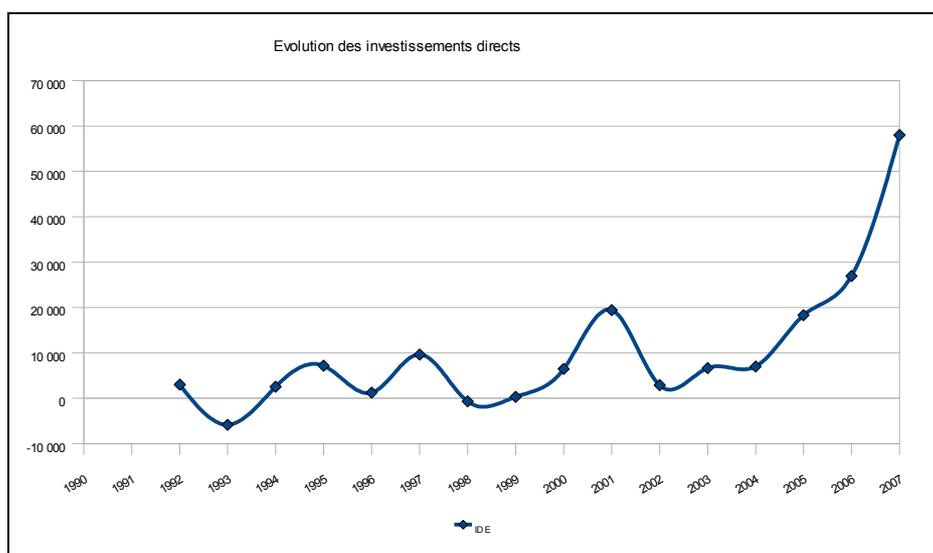
Tableau 16 : Evolution des opérations financières

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
- Investissements directs	6.665	6.998	18.311	26.941	57.984
- Investissements de portefeuille	1.479	2.519	22.018	-2.019	-2.994
- Autres investissements	38.192	-91.293	45.333	-673.636	61.546
Total des opérations financières	46.336	-81.776	85.662	-648.714	116.536

Source : BCEAO

Relativement aux investissements directs étrangers (IDE), leur profil a présenté une évolution erratique sur une longue période comme l'indique le graphique 9 ci-après. Toutefois, à partir de 2002-2003, les flux nets d'IDE ont épousé une tendance haussière continue, traduisant le dynamisme du secteur des télécommunications et l'intensification des activités aurifères dont l'exploitation a commencé en octobre 2004. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. En 2007, les investissements directs étrangers ont atteint 57.984 millions, en progression de 31.043 millions par rapport à 2006.

Graphique 9 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE)

2.3. Financement exceptionnel

Conformément aux recommandations de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements, le financement exceptionnel n'a pas été retenu comme rubrique de balance des paiements. Les différentes rubriques qui le composent sont en effet ventilées au niveau du poste « Transferts de capital » pour les remises de dettes et « Autres investissements » pour les arriérés de paiements, les rééchelonnements et les autres financements.

Le niveau du financement exceptionnel s'est établi à 25.819 millions en 2007 contre 24.800 millions en 2006. Cette progression provient essentiellement de la hausse du montant des remises de dette.

Tableau 17 : Évolution du financement exceptionnel*(Montants en millions de F CFA)*

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
1. Remise de dettes	11.500	150.889	18.200	21.800	24.329
2. Rééchelonnement	28.400	7.700	3.300	3.000	3.500
. Dette existante	28.400	7.700	3.300	3.000	3.500
. Arriérés	-	-	-	-	-
3. Variation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Accumulation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Remboursement d'arriérés	-	-	-	-	-
4. Annulation d'arriérés	-	-	-	-	-
5. Autres	-	-	-	-	-
Total financement exceptionnel	39.800	158.589	21.200	24.800	27.829

Source : BCEAO

III - EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit résiduel de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

Pour l'année 2007, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 69.161 millions en passant de 163.699 millions en 2006 à 232.860 millions en 2007. L'évolution à la baisse du cours du DTS par rapport au franc CFA, d'une année à l'autre, s'est traduite par une réduction des engagements bruts de la Banque Centrale vis-à-vis du FMI à hauteur de 1.069,7 millions¹. Le flux enregistré en balance des paiements a été corrigé de cette variation.

3.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale s'établissent à la fin de l'année 2007 à 240.721 millions contre 168.365 millions en 2006, soit une augmentation de 72.357 millions. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2003 :

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007	2006/2007
Avoirs extérieurs	142.424	120.759	140.705	183.563	262.461	+78.899
Position de réserve	6.983	6.826	8.379	5.286	4.306	-978
DTS détenus	1.469	479	168	60	30	-30
Avoirs en devises (1)	133.793	113.200	132.158	178.217	258.125	+79.908
Autres créances	94	179	254	0	0	0
Engagements extérieurs	72.340	71.767	73.797	15.198	21.740	+6.542
Recours aux crédits FMI	72.122	69.522	70.972	13.206	17.871	+4.665
Banques et institutions étrangères	610	1.309	2.412	1.215	2.635	+1.420
Engagements en monnaies étrang.	816	380	-	-	-	
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	
Transferts à exécuter	792	556	413	777	1.234	+457
Avoirs extérieurs nets	68.084	48.992	66.908	168.365	240.721	72.357

Source : BCEAO

(1) La variation observée à partir de 2003, au niveau de la rubrique « Avoir en devises » résulte de la mise en application des nouveaux coefficients de tri, à compter de décembre 2003.

¹Le DTS s'est, en effet, déprécié de 6,0%, passant de 749,3 FCFA au 31 décembre en 2006 à 704,2 FCFA au 31 décembre 2007 (cf. IFS à fin septembre 2008, page 864).

Il apparaît du tableau 18, ci-dessus que la hausse des avoirs officiels nets en 2007 provient essentiellement de l'augmentation des avoirs en devises de 79.908 millions, atténuée par une hausse des engagements envers le FMI de 4.665 millions.

3.2. Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont en revanche dégradés de 3.196 millions en passant de -4.665 millions en 2006 à -7.861 millions en 2007. Cette détérioration résulte d'une hausse des engagements bruts à hauteur de 17.178 millions, partiellement compensée par celle des avoirs bruts de 13.982 millions. Le tableau ci-après retrace l'évolution décrite ci-dessus :

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2006	2007	2006/2007
Avoirs	+34.380	+48.362	+13.982
Engagements	-39.045	-56.223	-17.178
Position monétaire extérieure (1)	-4.665	-7.861	-3.196

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

En définitive, l'ensemble des évolutions concernant le secteur monétaire s'est traduit par une amélioration de 69.161 millions imputable à une hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, ceux des banques ayant diminué. La prise en compte de la contrepartie nette positive des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 68.351 millions en 2007.

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Variation des AEN de la BC	17.999	19.092	-17.916	-101.457	-72.357
Variation des AEN du sect. Banc.	6.980	-10.224	5.557	13.436	3.196
Solde monétaire	24.979	8.868	-12.359	-88.021	-69.161
Réévaluation	8.400	1.437	189	508	810
Solde global de la balance des paiements (*)	42.471	-10.305	12.400	87.283	68.351

Source : BCEAO

(*) En 2003, le solde a été ajusté en rapport avec la modification de la méthode de détermination de la circulation fiduciaire.

IV – POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2007

La position extérieure globale (PEG), qui résume l'état du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs au 31 décembre de chaque année, vient compléter les informations fournies par la balance des paiements. En plus des différentes composantes du compte d'opérations financières, la PEG rend compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

Les avoirs et engagements financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde se présentent comme suit à fin 2007 :

Tableau 21 : Evolution de la position extérieure globale

Rubriques de la PEG	(Montants en millions de F CFA)	
	2006	2007
A- Avoirs	265.794	345.265
Investissements directs à l'étranger	3.006	2.237
Investissements de portefeuille	15.562	8.548
Autres investissements	63.663	72.019
Avoirs de réserve	183.563	262.461
<i>Dont position de réserve au FMI</i>	5.286	4.306
B - Engagements	449.019	556.665
Investissements directs de l'étranger dans l'écon.	80.238	123.273
Investissement de portefeuille	11.983	1.174
Autres investissements	356.798	432.218
<i>Dont encours de la dette publique extérieure</i>	267.335	302.480
Position extérieure nette (A-B)	-183.225	-211.400

Source : BCEAO

N.B. : il subsiste une différence entre les flux enregistrés dans la balance des paiements et la variation de la position extérieure globale liée essentiellement aux fluctuations de l'échantillon des unités déclarantes.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 345.265 millions en 2007, en hausse de 79.471 millions par rapport à 2006. Cette évolution est imputable à l'augmentation des postes « avoirs de réserves » (+78.898 millions) et les « autres investissements » (+8.356 millions).

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 556.665 millions en 2007 contre 449.019 millions en 2006, d'où une hausse de 107.646 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des autres investissements, principalement l'encours de la dette publique extérieure (+35.145 millions), et les investissements directs étrangers (+43.035 millions).

Des évolutions ci-dessus, il résulte une détérioration de la position extérieure débitrice du Niger qui passe ainsi de 183.225 millions à 211.400 millions entre 2006 et 2007.

V. TABLEAUX DE CONCORDANCES DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les tableaux 22 et 23 ci-après permettent de réconcilier les données relatives aux avoirs et engagements extérieurs du système bancaire telles qu'elles ressortent des statistiques monétaires¹ et de la balance des paiements.

¹Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du manuel des statistiques monétaires, les avoirs en devises sont désormais évalués au cours du marché. Cette procédure a été utilisée à partir de 2005 contrairement aux années précédentes où ils étaient évalués au 30 avril.

Tableau 22 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements et avoirs extérieurs de la Banque Centrale en 2007

(Montants en millions de FCFA)

AVOIRS EXTERIEURS	
Selon I.F.S*. ligne 11	264.200
Ajustements**	-1.739
Total des avoirs balance des paiements	262.461
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	
Selon I.F.S. ligne 16.c	21.700
Recours au crédit du FMI	
selon I.F.S.	17.885
selon balance des paiements	17.871
Ajustements**	26
Total des engagements balance des paiements	21.740

Source : BCEAO

* *International Financial Statistics (FMI).*

** *Pour tenir compte des écarts dus aux différences des cours du DTS appliqués dans les I.F.S. (fin décembre) et par la Banque Centrale (moyenne annuelle).*

La comparaison des données monétaires contenues dans la base du Fichier des Situations des Établissements de Crédit (FISEC) et celles issues de la balance des paiements a pu être effectuée en tenant compte des éléments entrant dans le calcul de chacune des deux catégories de statistiques. S'agissant des avoirs de la Banque Centrale indiqués au tableau 22, ils sont ressortis supérieurs aux niveaux relevés dans les IFS. Il en résulte des écarts de 1.739 millions pour les avoirs et 26 millions pour les engagements.

Tableau 23 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements des avoirs et engagements des autres institutions monétaires en 2007

(Montants en millions de FCFA)

AVOIRS	
Statistiques monétaires (données FISEC*)	60.000
Valeur à l'encaissement non disponible	-2.735
Titres d'investissement	-1.725
Titres de placement	-5.716
Billets externes UMOA	-2.922
Débiteurs divers	0
Ajustements	1.570
Total des avoirs balance des paiements	48.472
ENGAGEMENTS	
Statistiques monétaires (données FISEC)	69.009
Comptes exigibles après encaissement	-2.742
Ajustements	-9.906
Total des engagements balance des paiements	56.361

Source : BCEAO

* *Fichier des Situations des Etablissements de Crédit (BCEAO), voir IFS ligne 21*

Il ressort du tableau 23 ci-dessus, relatif à la situation des avoirs et engagements des autres institutions monétaires retracée dans FISEC, que le montant des avoirs des institutions monétaires s'est établi à 60.000 millions contre 44.500 millions en 2006. Le rapprochement

entre les avoirs de la balance des paiements (48.472 millions) et ceux de la base FISEC (60.000 millions) fait ressortir un écart de 1.570 millions. Pour ce qui concerne les engagements, le niveau indiqué dans la balance des paiements est ressorti à 56.361 millions contre 69.009 millions dans FISEC. Il en résulte un ajustement de 9.906 millions en valeur absolue.

CONCLUSION

Pour la troisième année consécutive, la balance des paiements du Niger affiche un solde créditeur. Il faudrait remonter à la période 2000-2001 pour trouver une situation comparable.

Toutefois, les performances enregistrées en 2007 apparaissent moins bonnes que celles de l'année 2006. En effet, les principaux soldes caractéristiques de la balance des paiements ont enregistré des évolutions moins favorables. Le solde déficitaire des transactions courantes est passé de 164,0 milliards à 168,4 milliards, en hausse de 4,7 milliards sous l'effet d'une dégradation de la balance des services plus importante que l'amélioration de la balance commerciale. Le compte de capital et d'opérations financières s'est situé à 245,4 milliards contre 260,7 milliards en 2006, accusant une régression de 15,3 milliards. Globalement, le solde de la balance des paiements passe de 87,3 milliards en 2006 à 68,4 milliards en 2007.

La situation excédentaire de l'année 2007 est attribuable essentiellement aux performances des exportations de produits miniers et agro-pastoraux ainsi qu'à l'accroissement des flux de capitaux privés en liaison avec les secteurs minier, pétrolier et de télécommunication. Cette tendance a toutefois été atténuée par le renchérissement des prix des biens à l'importation, notamment le pétrole, l'accroissement de la consommation des services induite par le regain de dynamisme des trois secteurs sus-indiqués et le retour à la normale au niveau du compte des opérations financières, après l'allègement de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative IADM effectué en 2006.

ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO) (Montants en millions de FCFA)

Intitulés	2003	2003*	2004	2005	2006	2007
Comptes des transactions courantes	-127.098	-127.098	-121.960	-164.312	-164.045	-168.350
. Biens	-79.422	-79.422	-80.840	-153.962	-125.668	-120.463
- Marchandises générales	-72.890	-72.890	-88.781	-185.514	-156.894	-150.859
Exportations	200.824	200.824	214.182	209.389	230.241	281.154
Importations	-273.714	-273.714	-302.963	-394.903	-387.135	-432.013
- Autres biens	-6.532	-6.532	7.941	31.552	31.226	30.396
Exportations	3.657	3.657	16.529	42.511	35.367	36.737
Importations	-10.189	-10.189	-8.588	-10.959	-4.141	-6.341
.Services	-75.098	-75.098	-89.187	-101.172	-124.432	-136.467
-Transports:	-75.341	-75.341	-82.448	-108.036	-113.908	-125.808
dont fret	-65.996	-65.996	-73.164	-102.714	-108.756	-118.528
-Voyages	3.085	3.085	4.684	6.763	4.432	5.626
-Services fournis ou reçus par les ad.	-6.045	-6.045	-3.212	311	2.492	2.587
-Autres services	3.203	3.203	-8.211	-210	-16.581	-18.872
.Revenus	-15.186	-15.186	-6.810	-5.012	634	-211
-Rémunération des salariés	6.995	6.995	7.184	9.709	14.120	14.564
-Revenus des investissements:	-22.181	-22.181	-13.994	-14.721	-13.486	-14.775
dont intérêts sur dette publique	-16.079	-16.079	-7.683	-8.000	-2.933	-8.594
.Transferts courants	42.608	42.608	54.877	95.834	85.421	88.791
-Administrations publiques	32.867	32.867	38.644	58.403	43.853	44.781
-Autres secteurs	9.741	9.741	16.233	37.431	41.568	44.010
Compte de capital et d'op.financières	100.400	100.400	121.367	184.991	260.730	245.383
.Capital	54.064	54.064	203.143	99.329	909.444	128.847
.Transferts de capital	54.138	54.138	203.143	99.329	879.044	101.367
-Administrations publiques	51.334	51.334	197.671	95.475	871.988	94.438
Remises de dettes	11.500	11.500	150.889	18.200	794.513	0
Autres	39.420	39.420	46.500	77.103	77.282	94.349
-Autres secteurs	2.804	2.804	5.472	3.854	7.056	6.929
.Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	-74	-74	-	-	30.400	27.480
.Opérations financières	46.336	46.336	-81.776	85.662	-648.714	116.536
.Investissements directs	6.665	6.665	6.998	18.311	26.941	57.984
-De l'économie à l'étranger	-2	-2	-3.738	2.332	512	-3.860
-De l'étranger dans l'économie	6.667	6.667	10.736	15.979	26.429	61.844
.Investissements de portefeuille	1.479	1.479	2.519	22.018	-2.019	-2.994
-Avoirs	-2.533	-2.533	-109	-418	123	-96
-Engagements	4.012	4.012	2.628	22.436	-2.142	-2.898
.Autres investissements	38.192	38.192	-91.293	45.333	-673.636	61.546
-Avoirs	-21.693	-21.693	-32.711	-6.846	-18.980	-7.204
-Engagements	59.885	59.885	-58.582	52.179	-654.656	68.750
Pour mémoire						
.Financements exceptionnels	39.900	39.900	159.189	21.200	24.800	27.829
Rééchelonnements	28.400	28.400	7.700	3.000	3.000	3.500
Remises de dettes	11.500	11.500	150.889	18.200	21.800	24.329
Variation d'arriérés						
Autres			600			
.Erreurs et omissions	-6.681	-6.681	-9.712	-8.279	-9.402	-8.682
.Ajustement suite révision circulation fiduciaire*		75.850				
Solde global	-33.379	42.471	-10.305	12.400	87.283	68.351
.Avoirs et engagements extérieurs	33.379	-42.471	10.305	-12.400	-87.283	-68.351
-Autorités monétaires	26.399	-49.451	20.529	-17.957	-100.718	-71.547
Avoirs	16.817	-57.851	21.497	-20.201	-42.975	-79.158
Engagements	9.582	62	-968	2.244	-57.743	7.611
Pour mémoire						
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	8.400	8.400	1.437	189	508	810
-Banques	6.980	6.980	-10.224	5.557	13.435	3.196
Avoirs	-2.924	-2.924	-5.754	-3.391	3.226	-13.982
Engagements	9.904	9.904	-4.470	8.948	10.209	17.178

* Le solde de l'année 2003 a été ajusté pour tenir compte de la révision de la circulation fiduciaire, suite à la mise en application des nouveaux coefficients de tri, à compter de décembre 2003.

Annexe 2 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2007 (optique BCEAO)

Intitulés	CREDIT	DEBIT	SOLDE
Comptes des transactions courantes	492 359	660 709	-168 350
. Biens	317 891	438 354	-120 463
- Marchandises générales	281 154	432 013	-150 859
Exportations	281 154		281 154
Importations		432 013	-432 013
- Autres biens	36 737	6 341	30 396
Exportations	36 737		36 737
Importations		6 341	-6 341
. Services	40 562	177 029	-136 467
- Transports:	5 638	131 446	-125 808
dont fret	2 967	121 495	-118 528
- Voyages	19 737	14 111	5 626
- Services fournis ou reçus par les ad.	2 587		2 587
- Autres services	12 600	31 472	-18 872
. Revenus	34 271	34 482	-211
- Rémunération des salariés	17 573	3 009	14 564
- Revenus des investissements:	16 698	31 473	-14 775
dont intérêts sur dette publique		2 700	-2 700
. Transferts courants	99 635	10 877	88 791
- Administrations publiques	49 165	4 384	44 781
- Autres secteurs	50 470	6 460	44 010
Compte de capital et d'op.financières	336 127	90 744	245 383
. Capital	128 847		128 847
. Transferts de capital	101 367		101 367
.administrations publiques	94 438		94 438
Remises de dettes	0		0
Autres	94 349		94 349
.autres secteurs	6 929		6 929
. Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	27 480		27 480
. Opérations financières	207 280	90 744	116 536
. Investissements directs	82 467	24 483	57 984
- De l'économie à l'étranger	4 177	8 037	-3 860
- De l'étranger dans l'économie	78 290	16 446	61 844
. Investissements de portefeuille	17 497	20 491	-2 994
- Avoirs		96	-96
- Engagements	17 497	20 395	-2 898
. Autres investissements	107 316	45 770	61 546
- Avoirs	3 431	10 635	-7 204
Administrations publiques			0
Autres secteurs	3 431	10 635	-7 204
- Engagements	103 885	35 135	68 750
Administrations publiques	55 145	9 600	45 545
Autres secteurs	48 740	25 535	23 205
Pour mémoire			
. Financements exceptionnels	27 829		27 829
Rééchelonnements	3 500		3 500
Remises de dettes	24 329		24 329
Variation d'arriérés	0		0
Autres	0		0
. Erreurs et omissions	71 479	801 614	-8 682
Solde global	0	821 593	68 351
. Avoirs et engagements extérieurs	30 698	100 363	-69 665
- Autorités monétaires	8 622	80 169	-71 547
Avoirs	1 010	80 169	-79 158
Engagements	7 612	1	7 611
Pour mémoire	0	0	0
Contreparties de réévaluation des comptes du	1 070	260	810
- Banques	22 100	18 904	3 196
Avoirs	1 728	15 710	-13 982
Engagements	20 372	3 194	17 178

Annexe 3 : Structure et évolution de la balance des transactions courantes*(Montants en millions de F CFA)*

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Biens	-79.422	-80.840	-153.962	-125.668	-120.463
<i>dont : marchandises</i>	-72.890	-88.781	-185.514	-156.894	-150.859
Services nets	-75.098	-89.187	-101.172	-124.432	-136.467
Revenus nets	-15.186	-6.810	-5.012	634	-543
Transferts courants	42.608	54.877	95.834	85.421	88.197
Balance des paiements courants (BPC)	-127.098	-121.960	-164.312	-164.045	-168.682
PIB nominal	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459	2.035.387
BPC hors dons/PIB (en %)	-8,6	-8,0	-9,4	-8,8	-8,3

Source : BCEAO

Annexe 4 : Evolution des exportations de marchandises ajustées par principaux produits*(Quantité en tonnes, valeur en millions de**FCFA)*

Rubriques	2003		2004		2005		2006		2007	
	Quant.	Valeur								
Uranium	3.120	62.456	3.340	70.140	3.400	78.540	3.160	79.632	3.415	143.058
<i>Bétail</i>	39.231	33.265	35.817	26.802	42.391	31.796	53.798	35.507	52.130	37.847
Oignons	45.707	15.456	93.261	35.720	83.205	38.441	75.415	37.708	84.216	42.110
Niébé	43.583	10.844	40.761	14.039	28.477	13.472	52.749	18.462	57.238	19.152
Autres march. géné.	33.218	75.739	38.071	67.481	73.683	47.140	129.323	58.932	162.046	38.987
<i>dont réexportation</i>	27.205	17.816	27.100	21.353	46.195	29.967	103.458	31.405	145.857	26.815
Marchandises générales	164.859	200.824	211.250	214.182	231.156	209.389	353.479	230.241	359.045	281.154
Autres biens		3.657		16.529		42.511		35.367		36.737
<i>dont or</i>		-	2	10.751	5	34.239	2,6	24.274	3,4	25.529
Total exportations	164.859	204.481	211.250	230.711	231.156	251.900	353.479	265.608	391.940	317.891

Source : BCEAO

Annexe 5 : Evolution des exportations de marchandises générales par produits*
(Quantité en tonnes, valeur en millions de F CFA)

Rubriques	2003		2004*		2005		2006		2007	
	Quant.	Valeur								
Uranium	3.120	62.520	3.340	70.140	3.400	78.540	3.160	79.632	3.415	143.058
Bétail	39.231	26.265	32.542	22.383	36.495	19.325	46.781	26.692	45.330	20.984
Oignons	45.707	12.628	88.820	14.511	68.392	12.419	68.559	11.738	80.206	7.405
Niébé	5.876	1.619	13.353	1.355	7.319	1.325	2.905	385	5.135	787
Autres exportations**	70.925	26.661	82.502	44.721	66.637	33.074	135.728	51.999	154.853	45.400
dont réexportation	27.205	17.816	27.100	21.353	46.195	29.967	103.458	31.405	145.857	26.815
Total stat. officielles	183.089	130.358	164.859	132.693	214.595	153.110	189.916	182.903	288.939	217.634
Ajustement de valeur		1.669		16.529		42.511		35.367		31.760
Ajustement de champ***		1.669		16.529		42.511		35.367		31.760
Exportations ajustées		200.824		214.182		209.389		230.241		281.154

Source : Institut National de la Statistique (INS), Direction Générale des Douanes et BCEAO pour les ajustements.

* Les données du commerce général pour l'année 2004 sont calculées à partir des statistiques du commerce général communiquées par l'INS et le poste de douane Niamey Rive-droite. En effet, en 2004 avec la mise en exploitation d'une nouvelle version de SYDONIA, incompatible avec la version EUROTRACE de l'Institut, il n'a pas été possible d'opérer un traitement unique.

** L'évolution atypique du poste « autres exportations » constitué de produits de réexportation et de produits originaires du Niger sur la période antérieure à 2005 est due à une erreur de comptabilisation des réexportations qui ont été enregistrées à tort dans les produits originaires.

*** L'ajustement de champ permet notamment d'intégrer les flux qui échappent au circuit officiel et de déduire les exportations d'or et les approvisionnements des aéronefs étrangers (avitaillement), qui sont exclus du commerce générale, conformément aux prescriptions de la 5^{ème} édition du manuel de balance des paiements.

Annexe 6 : Evolution des importations CAF de marchandises

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Produits alimentaires	96.054	90.617	123.954	111.334	91.288
Produits énergétiques	44.317	51.192	56.870	64.119	77.345
Biens intermédiaires	14.937	12.055	19.508	24.357	61.066
Biens d'équipement	84.804	116.557	115.148	100.323	115.985
Autres	84.592	88.165	73.141	145.659	107.441
Total suivant statistiques officielles	324.704	358.586	388.621	445.792	453.123
Ajustement de valeur	3.677	2.578	83.708	49.477	73.064
Ajustement de champ	13.521	14.448	25.240	1.057	24.354
Importations totales (CAF)	341.902	375.654	497.569	496.326	550.541

Source : Institut National de la Statistique (INS) et DGD pour les statistiques officielles et BCEAO pour les ajustements.

Annexe 7 : Evolution des principales marchandises importées (en valeur CAF)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Produits alimentaires	96.054	90.617	123.954	111.334	91.288
- riz	21.904	31.385	49.474	33.425	26.717
- blé et farine de blé	7.541	5.575	7.349	8.526	7.238
- oléagineux	22.988	14.721	15.957	17.886	9.899
- produits laitiers	7.643	7.798	9.105	12.990	7.425
- sucres et sucreries	14.435	12.980	12.983	11.030	10.521
- autres	21.543	25.956	12.558	17.577	29.488
Produits énergétiques	44.317	51.192	56.870	64.119	77.345
- produits pétroliers raffinés	42.439	41.667	49.920	55.110	68.422
Biens d'équipement (*)	75.494	96.771	94.705	117.487	115.985
- camion ,	22.219	29.645	27.219	31.944	41.555
- machines – outils etc..	40.723	42.837	46.148	65.986	61.161
- autres	12.552	24.289	21.338	19.557	13.269
Autres importations	108.839	120.048	113.092	152.852	168.505
dont matériaux de construction (**)	9.310	16.185	20.443	22.122	36.955
tabacs	11.374	12.146	8.375	9.900	11.610
habillement-linge	16.598	12.744	23.893	25.206	25.075
produits pharmaceutiques	9.671	19.260	10.299	18.640	35.532
tissus et fils	11.545	9.487	7.613	8.317	7.729
Total suivant commerce extérieur	324.704	358.628	388.621	445.792	453.123
Ajustement de valeur	3.677	2.578	83.708	49.477	73.064
Ajustement de champ	13.521	14.448	25.240	1.057	24.354
Importations totales (CAF)	341.902	375.654	497.569	496.326	550.541

Source : Institut National de la Statistique (INS) et la BCEAO (pour les ajustements)

(*) Les biens d'équipement comprennent essentiellement les machines et appareils électriques, le matériel de transport, le matériel de précision et les biens meubles.

(**) Il s'agit principalement du ciment et du fer à béton.

Annexe 8 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers

(valeur CAF), avant ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007
Produits alimentaires	96.054	90.617	123.954	111.334	91.288
Produits énergétiques	44.317	51.192	56.870	64.119	77.345
TOTAL (1)	140.371	141.809	180.824	175.453	168.633
PIB nominal (2)	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459	2.035.378
Importations /PIB ((1)/(2))	9,5%	9,3%	10,3%	9,4%	8,3%

Source : INS (commerce général)

Annexe 9 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers
(en valeur CAF) après ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007
Produits alimentaires	134.207	115.495
dont :		
– riz	43.934	29.387
– autres céréales	9.576	7.769
Produits énergétiques	64.051	91.918
– produits pétroliers raffinés (carburants, huiles, graisse) déclarés	42.054	68.421
– produits pétroliers raffinés non déclarés	13.358	14.825
– Energie électrique	7.013	6.931
– Autres (bitume, gaz...)	1.626	1.741
TOTAL (1)	198.258	207.413
PIB nominal (2)	1.859.459	2.035.387
Ratio des import. des produits alimentaires / PIB	7,2%	5,6%
Ratio des import. Des produits énergétiques / PIB	3,4%	4,5%

Source : BCEAO

Annexe 10 : Présentation détaillée de la Balance des paiements 2007

(Montants en millions de FCFA)

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	492 359	660 709	-168 350
4 1 00	Biens	317 891	438 354	-120 463
4 1 10	.Marchandises générales	281 154	432 013	-150 859
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger	0	0	0
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie	0	0	0
4 1 60	.Réparations de biens	0	342	-342
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	11 208	5 999	5 209
4 1 71	. Dans les ports maritimes	1 204	0	1 204
4 1 72	. Dans les aéroports	10 004	0	10 004
4 1 73	. Dans d'autres ports	0	5 999	-5 999
4 1 80	.Or non monétaire	25 529	0	25 529
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur	0	0	0
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	25 529	0	25 529
4 2 00	Services	40 562	177 029	-136 467
4 2 05	.Transports	5 638	131 446	-125 808
4 2 06	.Transports maritimes	58	59 690	-59 690
4 2 07	. Passagers	0	0	0
4 2 08	. Fret	0	59 690	-59 690
4 2 09	. Autres	58	0	58
4 2 10	.Transports aériens	1 036	27 108	-27 108
4 2 11	. Passagers	0	9 086	-9 086
4 2 12	. Fret	0	17 157	-17 157

4 2 13	. Autres	1 036	865	171
4 2 14	.Autres transports	4 544	44 648	-40 104
4 2 15	. Passagers	1 577	0	1 577
4 2 16	. Fret	2 967	44 648	-41 681
4 2 17	. Autres	0	0	0
4 2 36	.Voyages	19 737	14 111	5 626
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	9 976	7 110	2 866
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers	0	0	0
4 2 39	. Autres	9 976	7 110	2 866
4 2 40	. Voyages à titre personnel	9 761	7 001	2 760
4 2 41	. Pour raisons de santé	85	2 019	-1 934
4 2 42	. A but éducatif	145	1 812	-1 667
4 2 43	. A d'autres fins	9 531	3 741	5 790
4 2 45	.Services de communication	6 226	4 731	1 495
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics	0	5 000	-5 000
4 2 53	.Services d'assurances	243	4 743	-4 500
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension	0	0	0
4 2 55	. Assurance du fret	0	352	-352
4 2 56	. Autres assurances directes	3	2 572	-2 572
4 2 57	. Réassurance	0	1 819	-1 819
4 2 58	. Services auxiliaires	240	0	240
4 2 60	.Services financiers	2 394	1 050	1 344
4 2 62	.Services d'informatique et d'information	0	639	-639
4 2 66	.Redevances et droits de licence	1	47	-46
4 2 68	.Autres services aux entreprises	3 736	15 115	-11 379
4 2 69	. Négoce international et autres services liés au commerce	0	372	-372

4 2 70	. Négoce international	0	365	-365
4 2 71	. Autres	0	7	-7
4 2 72	. Location-exploitation	60	3	57
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	3 676	14 740	-11 064
4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p.	0	0	0
4 2 75	. Services juridiques	0	0	0
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal.	0	0	0
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques	0	0	0
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	73	6	67
4 2 79	. Recherche et développement	263	0	263
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques	3	0	3
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place	0	0	0
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution	0	0	0
4 2 83	. Autres	0	0	0
4 2 84	. Autres services	0	301	-301
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a	0	0	0
4 2 87	. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	147	-147
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes	0	0	0
4 2 89	. Autres	0	0	0
4 2 91	. Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	2 587	0	2 587
4 2 92	. Ambassades et consulats	1 300	0	1 300
4 2 93	. Unités et organismes militaires	0	0	0
4 2 94	. Autres	1 287	0	1 287
4 3 00	Revenus	34 271	34 482	-211

4 3 10	.Rémunération des salariés	17 573	3 009	14 564
4 3 20	.Revenus des investissements	16 698	31 473	-14 775
4 3 30	. Investissements directs	8 785	19 403	-10 618
4 3 31	. Revenus des titres de participation	8 785	14 902	-6 117
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués	159	2 831	-2 672
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	8 626	12 071	-3 445
4 3 34	. Revenus des titres de créance	0	4 054	-4 054
4 3 39	. Investissements de portefeuille	440	3 724	-2 284
4 3 40	. Revenu des titres de participation	154	483	-329
4 3 41	. Autorités monétaires	0	0	0
4 3 42	. Administrations publiques	0	0	0
4 3 43	. Banques	154	269	-115
4 3 44	. Autres secteurs	0	214	-214
4 3 49	. Revenus des titres de créance	286	2 741	-2 455
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	286	2 242	-1 956
4 3 51	. Autorités monétaires	0	0	0
4 3 52	. Administrations publiques	0	0	0
4 3 53	. Banques	286	122	164
4 3 54	. Autres secteurs	0	2 120	-2 120
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	0	499	-499
4 3 61	. Autorités monétaires	0	0	0
4 3 62	. Administrations publiques	0	0	0
4 3 63	. Banques	0	499	-499
4 3 64	. Autres secteurs	0	0	0
4 3 70	. Autres investissements	7 473	8 846	-1 373
4 3 71	. Autorités monétaires	2 382	0	2 382

4 3 72	. Administrations publiques	0	2 700	-2 700
4 3 73	. Banques	5 039	1 655	3 384
4 3 74	. Autres secteurs	52	4 491	-4 439
4 3 79	Transferts courants	99 635	10 844	88 791
4 3 80	.Administrations publiques	49 165	4 384	44 781
4 3 90	.Autres secteurs	50 470	6 460	44 010
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	20 457	5 624	14 833
4 3 92	. Autres transferts	30 013	836	29 177
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	366 849	189 817	177 032
4 9 94	Compte de capital	128 847	0	128 847
4 4 00	.Transferts de capital	101 367	0	101 364
4 4 01	. Administrations publiques	94 438	0	94 438
4 4 02	. Remises de dettes	0	0	0
4 4 10	. Autres	94 349	0	94 349
4 4 30	. Autres secteurs	6 929	0	6 929
4 4 31	. Transferts des migrants	0	0	0
4 4 32	. Remises de dettes	0	0	0
4 4 40	. Autres transferts	6 929	0	6 929
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	27 480	0	27 480
4 9 95	Compte d'opérations financières	238 002	189 817	48 185
4 5 00	Investissements directs	82 467	24 483	57 984
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	4 177	8 037	-3 860
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	2 887	4 695	-1 808
4 5 10	. Capital social	1 079	166	913

4 5 25	. Bénéfices réinvestis	1 808	4 529	-2 721
4 5 30	. Autres transactions	1 290	3 342	-2 052
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées	114	3 141	-3 027
4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	1 176	201	975
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	78 290	16 446	61 844
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	31 448	8 763	22 685
4 5 60	. Capital social	21 184	4 665	16 519
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	10 264	4 098	6 166
4 5 80	. Autres transactions	46 842	7 683	39 159
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs	7	1 293	-1 286
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	46 835	6 390	40 445
4 6 00	Investissements de portefeuille	17 615	20 637	-3 022
4 6 02	. Avoirs	110	96	14
4 6 10	. Titres de participation	110	0	110
4 6 11	. Autorités monétaires	0	0	0
4 6 12	. Administrations publiques	0	0	0
4 6 13	. Banques	110	0	110
4 6 14	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 19	. Titres de créances	0	90	-90
4 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	0	90	-90
4 6 21	. Autorités monétaires	0	0	0
4 6 22	. Administrations publiques	0	90	-90
4 6 23	. Banques	0	0	0
4 6 24	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 30	. Instruments du marché monétaire	0	0	0

4 6 31	. Autorités monétaires	0	0	0
4 6 32	. Administrations publiques	0	0	0
4 6 33	. Banques	0	0	0
4 6 34	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 40	. Dérivés financiers	0	6	-6
4 6 41	. Autorités monétaires	0	0	0
4 6 42	. Administrations publiques	0	0	0
4 6 43	. Banques	0	0	0
4 6 44	. Autres secteurs	0	6	-6
4 6 52	. Engagements	17 505	20 541	-3 036
4 6 60	. Titres de participation	242	464	-222
4 6 63	. Banques	8	146	-138
4 6 64	. Autres secteurs	234	318	-84
4 6 69	. Titres d'engagement	0	4 137	-4 137
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	0	4 137	-4 137
4 6 71	. Autorités monétaires	0	0	0
4 6 72	. Administrations publiques	0	0	0
4 6 73	. Banques	0	0	0
4 6 74	. Autres secteurs	0	4 137	-4 137
4 6 80	. Instruments du marché monétaire	16 380	15 940	440
4 6 81	. Autorités monétaires	0	0	0
4 6 82	. Administrations publiques	16 380	15 940	440
4 6 83	. Banques	0	0	0
4 6 84	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 90	. Dérivés financiers	883	0	883
4 6 91	. Autorités monétaires	0	0	0

4 6 92	. Administrations publiques	0	0	0
4 6 93	. Banques	0	0	0
4 6 94	. Autres secteurs	883	0	883
4 7 00	Autres investissements	136 910	64 529	72 381
4 7 03	. Avoirs	5 049	26 345	-21 296
4 7 06	. Crédits commerciaux	2 194	8 400	-6 206
4 7 07	. Administrations publiques	0	0	0
4 7 08	. Long terme	0	0	0
4 7 09	. Court terme	0	0	0
4 7 10	. Autres secteurs	2 194	8 400	-6 206
4 7 11	. Long terme	0	0	0
4 7 12	. Court terme	0	0	0
4 7 14	. Prêts	1 109	8 188	-7 079
4 7 15	. Autorités monétaires	0	0	0
4 7 17	. Long terme	0	0	0
4 7 18	. Court terme	0	0	0
4 7 19	. Administrations publiques	0	0	0
4 7 20	. Long terme	0	0	0
4 7 21	. Court terme	0	0	0
4 7 22	. Banques	1 109	8 132	-7 023
4 7 23	. Long terme	0	3 605	-3 605
4 7 24	. Court terme	1 109	4 527	-3 418
4 7 25	. Autres secteurs	0	56	-56
4 7 26	. Long terme	0	0	0
4 7 27	. Court terme	0	0	0

4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	1 167	7 966	-6 799
4 7 31	. Autorités monétaires	0	0	0
4 7 32	. Administrations publiques	0	0	0
4 7 33	. Banques	0	7 509	-7 509
4 7 34	. Autres secteurs	1 167	457	710
4 7 36	. Autres avoirs	579	1 791	-1 212
4 7 37	. Autorités monétaires	0	0	0
4 7 38	. Long terme	0	0	0
4 7 39	. Court terme	0	0	0
4 7 40	. Administrations publiques	0	0	0
4 7 41	. Long terme	0	0	0
4 7 42	. Court terme	0	0	0
4 7 43	. Banques	509	69	440
4 7 44	. Long terme	500	0	500
4 7 45	. Court terme	9	69	-60
4 7 46	. Autres secteurs	70	1 722	-1 652
4 7 47	. Long terme	0	0	0
4 7 48	. Court terme	0	0	0
4 7 53	. Engagements	131 861	38 184	93 677
4 7 56	. Crédits commerciaux	16 017	9 629	6 388
4 7 57	. Administrations publiques	0	0	0
4 7 58	. Long terme	0	0	0
4 7 59	. Court terme	0	0	0
4 7 60	. Autres secteurs	16 017	4 629	11 388
4 7 61	. Long terme	0	0	0
4 7 62	. Court terme	0	0	0

4 7 64	. Prêts	106 059	27 036	79 023
4 7 65	. Autorités monétaires	5 735	0	5 735
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	5 735	0	5 735
4 7 67	. Autres prêts à long terme	0	0	0
4 7 68	. Prêts à court terme	0	0	0
4 7 69	. Administrations publiques	55 145	9 600	45 545
4 7 70	. Long terme	55 145	9 600	45 545
4 7 71	. Court terme	0	0	0
4 7 72	. Banques	14 207	2 436	11 771
4 7 73	. Long terme	14 205	0	14 205
4 7 74	. Court terme	2	2 436	-2 436
4 7 75	. Autres secteurs	30 972	15 000	15 972
4 7 76	. Long terme	0	0	0
4 7 77	. Court terme	0	0	0
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	7 577	612	6 965
4 7 81	. Autorités monétaires	1 420	0	1 420
4 7 83	. Banques	6 157	612	5 545
4 7 86	. Autres engagements	2 208	907	1 301
4 7 87	. Autorités monétaires	457	1	456
4 7 88	. Long terme	0	0	0
4 7 89	. Court terme	0	0	0
4 7 90	. Administrations publiques	0	0	0
4 7 91	. Long terme	0	0	0
4 7 92	. Court terme	0	0	0
4 7 93	. Banques	0	0	0
4 7 94	. Long terme	0	0	0
4 7 95	. Court terme	0	0	0

4 7 96	. Autres secteurs	1 751	906	845
4 7 97	. Long terme	0	0	0
4 7 98	. Court terme	0	0	0
4 8 00	Avoirs de réserve	1 010	80 168	-79 158
4 8 10	. Or monétaire			0
4 8 20	. DTS	30	2	28
4 8 30	. Position de réserve au FMI	980	258	722
4 8 40	. Avoirs en devises	0	79 908	-79 908
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	0	79 908	-79 908
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires	0	0	0
4 8 55	. Auprès des banques	0	0	0
4 8 60	. Titres	0	0	0
4 8 65	. Titres de participation	0	0	0
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	0	0	0
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	0	0	0
4 8 80	. Autres créances	0	0	0
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	0	8 682	-8 682

Annexe 11. Note méthodologique sur la confection de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA

Les premiers états de la balance des paiements en terme de transactions, élaborés sur la base de la méthodologie recommandée par la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements élaborée par le FMI, ont été produits à partir de 1996.

Les comptes extérieurs sont établis à partir de données d'enquête et, dans ce cadre, la section en charge de la confection de cet état suit un échantillon d'entreprises dont le taux de couverture avoisine 90% en terme de chiffre d'affaires à l'importation. Cet échantillon, qui était composé de 240 structures au titre de l'année 2007, constitue une base sur laquelle s'effectuent des extrapolations et des estimations. Le taux de réponse tourne autour de 70%.

Le compte courant extérieur

L'essentiel des informations relatives au compte des transactions courantes est obtenu à partir des questionnaires dûment remplis et retournés par les entreprises, qui renseignent sur la valeur des importations et des exportations, des services, des revenus des facteurs de production, etc.

Au niveau de la balance commerciale, les variables sont bien définies et les entreprises n'évoquent pas de problèmes particuliers pour remplir les questionnaires. Toutefois, et comme il a été signalé plus haut, les informations fournies ne couvrent pas la totalité des opérateurs, soit parce que ceux-ci ne sont pas identifiés, soit que certaines entreprises n'auraient pas répondu à temps au questionnaire. A cet égard, des sources d'informations complémentaires sur le commerce extérieur telles que la Direction Générale des Douanes (DGD) et l'Institut National de la Statistique (INS), permettent d'opérer des arbitrages. Par ailleurs, les frontières du Niger avec ses voisins, notamment le Nigeria, étant étendues et poreuses d'une part, et en raison de la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne d'autre part, des ajustements sont effectués en vue de prendre en compte les sorties et les entrées de marchandises non recensées par la DGD pour diverses raisons. Des coefficients de correction, estimés à partir de certains indices tels que les billets externes et les ratios de la comptabilité nationale, permettent de redresser partiellement les transactions, notamment sur les exportations de produits agro-pastoraux et les importations de produits alimentaires et pétroliers.

Les frets et assurances sont estimés sur la base de coefficients calculés à partir de résultats d'enquêtes périodiques auprès des opérateurs.

Une attention particulière est accordée aux transactions des représentations diplomatiques et à celles des organismes internationaux, dont les achats de biens et services sont considérés comme des services administratifs.

Au titre des revenus privés, sont enregistrés les salaires versés et les revenus au titre des dividendes, qui ont fait l'objet de règlement au cours de la période sous-revue au titre d'affectation de résultats antérieurs. La rémunération des salariés travaillant au sein des ambassades est enregistrée comme une entrée de revenu. Toutefois, pour diverses raisons, les ambassades ne sont pas toujours en mesure de répondre aux questionnaires. Cette situation dégrade le taux de réponse et est à l'origine de biais statistique. Pour réduire ce biais,

des extrapolations sont effectuées sur la base des réponses reçues, l'effectif du personnel employé étant généralement la variable de contrôle.

Les intérêts payés au titre de la dette publique constituent la rubrique principale des revenus publics. Les informations sont fournies par les relevés comptables de la Direction de la Dette Publique et du Trésor National.

Les transferts courants privés portent globalement sur les versements aux caisses de retraite et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, communiqués par les intermédiaires financiers et autres institutions de transfert de fonds (Western Union, Money GRAM, Niger Poste). Les transferts courants informels existent également. Ils sont estimés à l'aide de coefficients d'enquête appliqués aux montants des transferts fournis par le canal classique. Une autre source importante qui alimente cette rubrique est constituée des réceptions de fonds par les ONG dans le cadre d'une partie de leurs interventions.

L'administration publique constitue également une source d'information importante. Les données sur les transferts publics portent sur les dons budgétaires, les contributions dans le cadre de la coopération et l'assistance technique, les aides alimentaires et militaires, etc. Globalement, elles sont rapprochées aux données du tableau des opérations financières de l'Etat et des autres administrations publiques, le TOFE du Niger étant établi seulement pour l'administration centrale. Le rapport annuel du PNUD demeure également une source fidèle, en raison de l'exhaustivité des informations fournies.

Le compte de capital et d'opérations financières

Au niveau du secteur privé, une part des transferts des migrants est destinée généralement à financer l'acquisition de logements, de champ, etc. Cette proportion, estimée selon les méthodes décrites plus haut, est comptabilisée au niveau des transferts de capital. Ces derniers portent également sur les dons destinés au financement de projets menés par les organisations non gouvernementales.

Les investissements directs étrangers désignent les placements qui sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une autre économie. Les données des IDE couvrent à la fois le capital social, les réinvestissements de bénéfice et les créances et engagements vis-à-vis des entreprises apparentées. Elles sont obtenues à partir des questionnaires des entreprises et des déclarations de constitution de sociétés, communiquées par les cabinets de notaires. Il convient de préciser que, par convention, la participation individuelle au capital d'une société est considérée comme investissement direct lorsqu'elle est supérieure à 10% du total. S'agissant des investissements de portefeuille, ils portent sur les titres de placement (qui s'assimilent aux prises de participation inférieures à 10%) et les titres de créances (obligations, instruments du marché monétaire, produits dérivés, etc.). L'essentiel de ces informations est recueilli à partir des données des entreprises et des banques, interface financier entre les résidents et les non-résidents, ainsi que de la situation des émissions de titres publics. Pour les deux catégories d'investissements, les données sont fournies en encours afin de renseigner la position extérieure globale. Par ailleurs, en raison du caractère très instable des composantes de ces postes, une extrapolation à partir des réponses reçues est très hasardeuse. Le travail du statisticien de la balance des paiements consiste donc à réunir le maximum de questionnaires correctement remplis, en mettant l'accent sur les entreprises les plus représentatives.

Les prêts et avances sont enregistrés dans la rubrique des « autres investissements ». Pour le secteur privé, il s'agit des crédits clients et avances aux fournisseurs (ou des crédits fournisseurs et acomptes versés par les clients), les emprunts bancaires et auprès d'autres institutions financières, les encaisses en devises et les dépôts à l'étranger. Une bonne partie de l'information est donnée par les entreprises importantes et par les banques.

La Direction de la Dette Publique, le Trésor national et les autorités monétaires constituent les principales sources de renseignement sur la dette publique. La balance des paiements prend en compte les montants effectivement décaissés de la situation des prêts et des dons multilatéraux et bilatéraux en distinguant la dette contractée par le secteur public (dette publique) de la dette contractée par le secteur privé dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public (dette privée). Seules les obligations qui tombent à échéance au titre de la dette extérieure d'un pays figurent dans la balance des paiements et toutes les obligations qui tombent à échéance doivent y figurer. Ces dispositions permettent de comptabiliser les financements exceptionnels, en particulier la variation des arriérés et les rééchelonnements.

Quant aux utilisations des prêts et des crédits du FMI, elles sont déjà prises en compte dans les statistiques portant sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La présentation-type de la balance des paiements les enregistre sous la rubrique « autres investissements » comme engagements de l'administration publique.

Conformément aux prescriptions contenues dans la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements du FMI, les erreurs et omissions nettes retracent, en vertu du principe de la comptabilité en partie double, la différence entre les écritures de crédit et celles de débit.

Annexe 12. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agropastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCAIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCAIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int